

Le Minitel

Le Minitel était sans abonnement, mais facturé au temps de communication. La facture s'en effectuait par comptabilisation sur la facture téléphonique. Le serveur pouvait être branché chez soi (n° d'appel direct) ou bien sur un des kiosques (3613, 3614, 3615, etc. En effet, lancé en France en 1982 par les PTT (aujourd'hui La Poste et France Télécom), propriété de l'État, il permet d'accéder à des services en ligne dont les plus populaires sont : 3611 : anciennement, le 11, l'annuaire téléphonique (gratuit les trois premières minutes), la vente par correspondance (de billets de train par exemple) et bien sûr les sites de rencontres et messageries roses.

L'État français, propriétaire des PTT a fortement encouragé le développement du Minitel. Les PTT ont ainsi distribué gratuitement les terminaux (des terminaux plus évolués ont ensuite été vendus ou loués). Cette décision était motivée par les économies de fabrication, de distribution et de recyclage de millions d'annuaires papier chaque année (en effet, les foyers équipés de Minitel ne recevaient plus que les pages jaunes, au lieu des pages blanches et des pages jaunes). En 1985 on a dépassé le million de Minitels en service en France, ainsi que le million d'heures de communications de services par mois. En 2000, le Minitel était utilisé par près de 25 millions de personnes (sur 60 millions d'habitants) avec un parc de près de 9 millions de terminaux.

Le réseau de minitels comportait au départ trois types de facturation :

- ✓ 3613 : communication payée par le service
- ✓ 3614 : communication payée par l'utilisateur (20 Francs français/heure environ) (3 €/heure environ), pas de rémunération du service.
- ✓ 3615 : rémunération du service : (60 FF/heure environ) (10 €/heure environ) payés par l'utilisateur, dont 2/3 pour le service et 1/3 pour France Télécom.

En 2005, peu de familles semblent utiliser encore le Minitel supplanté par l'Internet mais selon les chiffres publiés par Médiamétrie, au 30 mars 2003, le parc de terminaux comprenait près de 5 millions de postes de Minitel et 4 millions d'émulateurs PC. La petite boîte a généré 485 millions d'euros de chiffres d'affaires en 2002, dont 313 millions d'euros reversés pour les entreprises clientes.

Internet

Comme partout en France, il fut possible de se connecter à Internet dès son apparition dans les années 1994-1995, via le réseau téléphonique, en munissant son ordinateur d'un modem et en choisissant un fournisseur d'accès (il s'agit en fait d'une société qui dispose d'une connexion directe à Internet et qui va la partager entre ses différents abonnés). Pour accélérer les transmissions on pouvait souscrire en 1998 un abonnement dit Numéris chez France Télécom. Puis apparurent d'autres fournisseurs d'accès diminuant, par effet de concurrence, les frais d'abonnement et le coût des communications. Depuis l'hiver 2004-2005, il est dans la plupart de nos villages possible de se connecter à l'Internet rapide encore appelé l'ADSL. Ainsi on peut accéder à une messagerie via un logiciel et au web via un navigateur.

Technologies nouvelles : le projet Philéas net

Phileas Net (en hommage à Jules Verne, conseiller municipal d'Amiens à la fin du XIXe siècle) est un projet s'inscrivant dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire et a pour but :

- ✓ le développement économique
- ✓ de réduire la fracture numérique
- ✓ de favoriser l'implantation des opérateurs de services
- ✓ de permettre l'implantation d'une offre concurrentielle haut débit

L'extension de PHILEAS NET au département de la Somme a pour objectif de compléter la dorsale SAXO (Somme AXe Optique), par un réseau en fibre optique qui pourra être complété par des technologies radio (satellite, WiMax, WiFi - actuellement en cours d'expérimentation sur Amiens Métropole) pour desservir les territoires dits "zones blanches" (territoires non-desservis en accès Internet). En fonction des résultats obtenus dans le cadre de l'expérimentation Wimax sur Amiens Métropole, cette technologie alternative pourra être déployée dans le département. Le réseau en fibre optique sur la Somme comprend 6 boucles et est en cours de réalisation ; leur livraison progressive est prévue jusqu'à la fin 2006. Plus de 400km de fibres seront ainsi déployées et mis à la disposition des opérateurs afin que tous les habitants de la Somme puissent bénéficier du haut débit (entre 512 Ko et 8 Mo).

Les tronçons Airaines-Oisemont via Dreuil-Hamel, Hallencourt et Citernes sont en cours de travaux en ce mois de juin 2005. Les fourreaux ont été enfouis dans une tranchée creusée fin avril 2005 dans les bas-côtés des routes en campagne rejoignant les villages. Les tronçons Airaines-Oisemont via Dreuil-Hamel, Hallencourt et Citernes sont en cours de travaux en ce mois de juin 2005. Les fourreaux ont été enfouis dans une tranchée creusée fin avril 2005 dans les bas-côtés des routes en campagne rejoignant les villages. Section patrimoine des Amis du CIS vendredi 3 juin 2005 – salle de répétition de musique d'Allery - 10 -

Ci-dessus : la machine creusant les tranchées dans le bord de route et dépose des fourreaux. Les 3 fourreaux présents dans une chambre de tirage (Hallencourt) début mai 2005.

Ensuite s'opèrent les travaux des traversées de village et de raccordement au local appartenant à France Télécom qui permet la desserte en services (Téléphonie, Internet Haut Débit, Télévision) des habitants des communes rattachées (situé place du 8 mai à Hallencourt). Ces travaux ont débuté en juin 2005 à Hallencourt par le creusement de tranchées profondes de 60 cm sur le bord de la chaussée. Les tronçons Airaines - Longpré les Corps Saints et Longpré les Corps Saints sont en phase d'étude d'avant-projet, fin d'année 2005 correspond à la date prévisionnelle de fin des travaux.

Une fois ces études terminées, les travaux de génie civil peuvent commencer : on creuse les tranchées, on installe les fourreaux, les câbles de fibre optique et les chambres de tirage (ces chambres permettent d'accéder aux câbles de fibre optique).

<http://rheuh.free.fr/comptesrenduscis/pdf/patri25.pdf> pour voir les illustrations France Télécom